



Projet de loi de finances portant budget de l'Etat pour l'année 2021

**ANNEXE 11 : STRATEGIE DE GESTION DE LA DETTE PUBLIQUE
A MOYEN TERME (SDMT) 2019-2023**

ET

**RAPPORT D'ANALYSE DE VIABILITE DE LA DETTE PUBLIQUE
2020-2040**

PROJET DE LOI DE FINANCES PORTANT BUDGET DE L'ETAT POUR L'ANNEE 2021

ANNEXE 11 : STRATEGIE DE LA DETTE PUBLIQUE A MOYEN TERME (SDMT) 2019-2023 ET RAPPORT D'ANALYSE DE VIABILITE DE LA DETTE 2020-2040

**STRATEGIE DE GESTION DE LA DETTE PUBLIQUE
A MOYEN TERME (SDMT)
2019-2023**

TABLE DES MATIERES

I. INTRODUCTION	2
II. ETAT DE MISE EN ŒUVRE DU PLAN DE FINANCEMENT 2019	2
III. OBJECTIFS ET PORTEE DE LA SDMT 2019-2023	3
IV. COMPOSITION DU PORTEFEUILLE DE LA DETTE A FIN 2019	4
V. COÛTS ET RISQUES DU PORTEFEUILLE DE LA DETTE A FIN 2019.....	5
VI. HYPOTHESES MACROECONOMIQUES SUR LA PERIODE 2019-2023	7
VII. SOURCES DE FINANCEMENT ET CONDITIONS DE MARCHE	9
VIII. DEMARCHE SUIVIE	9
IX. CIBLE DES INDICATEURS DE COÛTS ET RISQUES	10
X. STRATEGIE OPTIMALE.....	10
XI. PLAN DE FINANCEMENT POUR L'EXERCICE BUDGETAIRE 2020	11
XII. RECOMMANDATIONS	11

I. INTRODUCTION

1. La Stratégie de gestion de la Dette à Moyen Terme (SDMT) adoptée, annexée à la loi des finances en début d'année et mise en œuvre par le Gouvernement, devrait être systématiquement actualisée chaque année.
2. La SDMT tient compte de l'évolution du cadre macroéconomique et budgétaire qui est le reflet du PND, à travers la mise en œuvre des actions prioritaires du Gouvernement définis chaque année.
3. La présente SDMT est la stratégie 2019-2023 actualisée pour la période 2020-2023. Elle a été élaborée dans le contexte ci-après décrit.
4. Au cours de l'exercice 2019, il est mis en œuvre le Programme d'Action Social (PS Gouv) 2019-2020 qui traduit les priorités du Gouvernement. Ce programme se décline en 156 actions issues de 12 projets. Il vise à réduire la pauvreté en intensifiant les services sociaux au sein de la population.
5. Le cadre macroéconomique reste dynamique et favorable. Il est exprimé par une croissance soutenue du PIB réel, maintenue à sa moyenne projetée de 5,4% sur la période 2020-2023. A fin 2019, la croissance est attendue à 6,2% contre 7,5% projetée.
6. Le déficit public s'améliore de 2,9% à 2,3% du PIB de 2018 à 2019 et se dégrade à 5,9% du PIB en 2020 au-delà des critères de convergence de l'UEMOA.

II. ETAT DE MISE EN ŒUVRE DU PLAN DE FINANCEMENT 2019

7. La SDMT 2019-2023 qui préconise le recours aux financements dans un rapport 70-30 de ressources extérieures et intérieures avait été proposée vu les déviations substantielles qui ont été observées lors de la mise en œuvre de la SDMT 2017-2022 dont la couverture des besoins de financement était de 30-70 de ressources extérieures et intérieures.
8. Le plan de financement 2019 (découlant de la SDMT 2019-2023) proposait une mobilisation suivant la proportion d'environ 60-40 de ressources extérieures et intérieures. L'évaluation à fin 2019 de ce plan indique un niveau de décaissement total de 2153,3 milliards contre 2228,5 milliards en prévision, soit une baisse de 75,2 milliards (3,38 %).
9. Ce résultat est la combinaison de deux (2) facteurs : (i) les ressources intérieures se situent à 982,5 milliards contre 929,0 milliards en prévision, soit une hausse de 53,5 milliards (5,8%) et (ii) les ressources extérieures se situent à 1 170,8 milliards contre 1 299,5 milliards en prévision, soit une baisse de 128,7 milliards (9,90 %).
10. La structure des financements s'établit ainsi à un rapport d'environ 54-46 de ressources extérieures et intérieures. Elle s'écarte légèrement de la proportion initiale du plan de financement.

Tableau 1 : Etat de mise en œuvre du Plan de financement 2019

	Prévision		Réalisation		Ecart
Décaissement total	2228,5	en %	2167,3	en %	-61,2
Décaissements extérieurs	1299,5	58%	1170,8	54%	-47,7
Emprunts-projets	592,0	27%	495,5	19%	-96,5
Emprunts-programmes	207,5	9%	252,2	12%	44,7
FMI	152,5	7%	157,0	7%	4,5
Banque Mondiale	55,0	2%			-55,0
BAD			49,1	2%	-49,1
AFD			6,6	0%	-6,6
Allemagne			39,5	2%	-39,5
Autres financements en devises	500,0	22%	504,1	23%	4,1
Décaissements intérieurs	929,0	42%	915,5	46%	-13,5

Source : CNDP

III. OBJECTIFS ET PORTEE DE LA SDMT 2019-2023

11. Les objectifs de la SDMT 2019-2023 sont maintenus. Ils se résument comme suit :

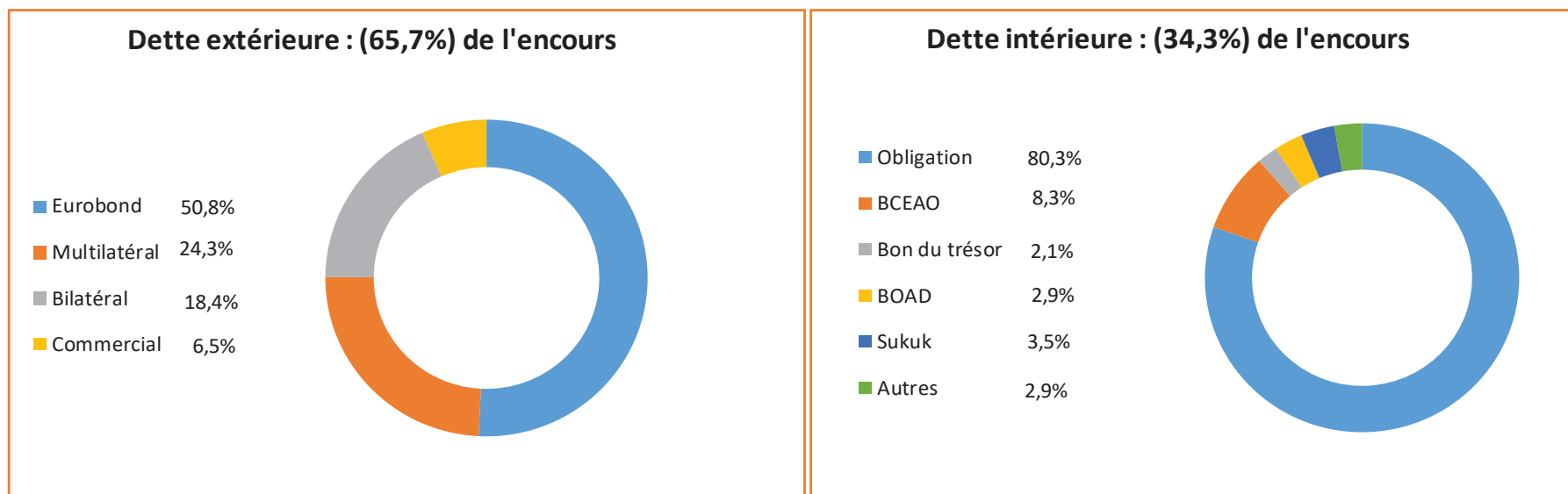
- satisfaire les besoins de financement de l'État et ses obligations de paiement aux moindres coûts possibles ;
- s'assurer que les risques liés au portefeuille de la dette publique demeurent dans des limites acceptables ;
- contribuer au développement du marché domestique.

12. Le champ de couverture de la SDMT est limité à la dette de l'administration centrale.

IV. COMPOSITION DU PORTEFEUILLE DE LA DETTE A FIN 2019

13. L'encours de la dette de l'administration centrale est estimé à 13 300,2 milliards de franc CFA (38,8% du PIB) à fin 2019 contre 11 607,8 milliards de franc CFA (36,0 % du PIB) à fin 2018 et se compose de 8 733,8 milliards de franc CFA (65,7%) de dette extérieure et 4 566,4 milliards de franc CFA (34,3%) de dette intérieure.

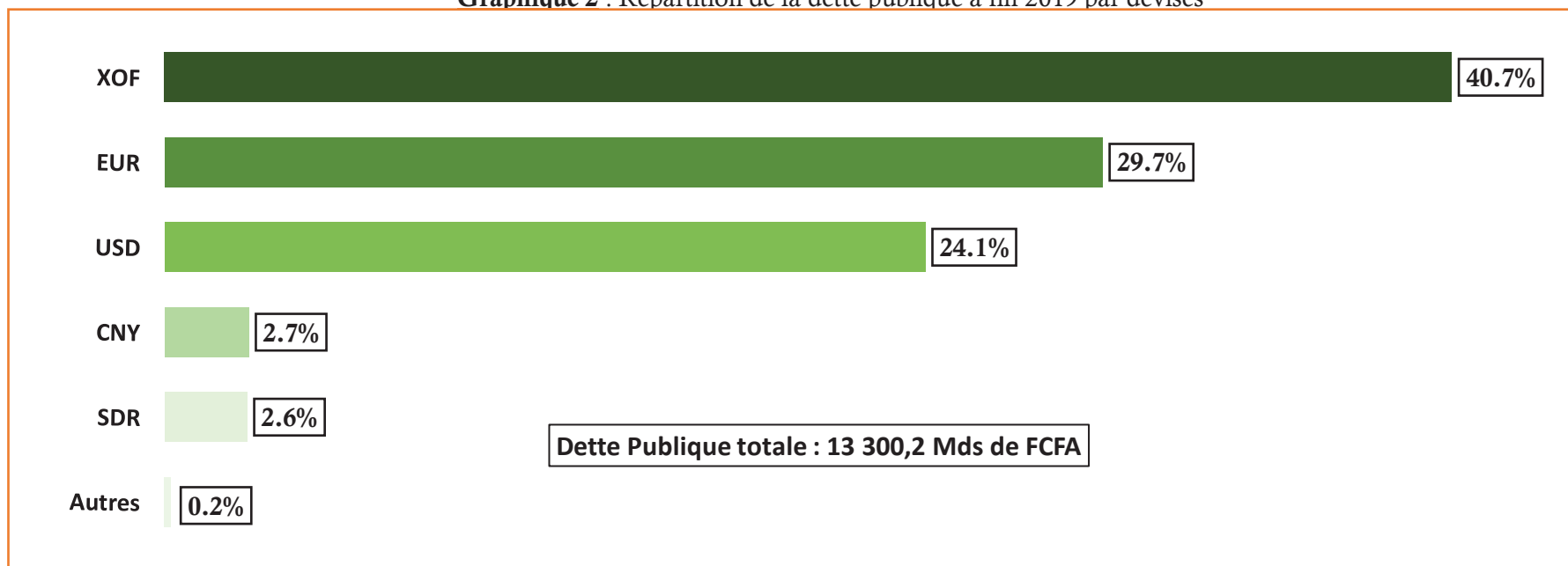
Graphique 1 : Encours de la dette par type de créanciers à fin 2019



Source : CNDP

14. La composition par monnaie de la dette publique totale reste encore dominée par la dette libellée en franc CFA à hauteur de 40,7%¹ contre 42,4% en 2018 (graphique 2). La part de la dette en devises est de 59,3% et comprend 29,7% d'Euros.

Graphique 2 : Répartition de la dette publique à fin 2019 par devises



Source : CNDP

V. COÛTS ET RISQUES DU PORTEFEUILLE DE LA DETTE A FIN 2019

15. Le taux d'intérêt moyen pondéré du portefeuille ressort à 4,3%, en raison du coût relativement élevé de la dette intérieure (5,0%) par rapport à la dette extérieure (3,9%).

¹ La part de la dette libellée en franc CFA comprend de la dette intérieure (34,3%) et de la dette envers le FMI (6,4%).

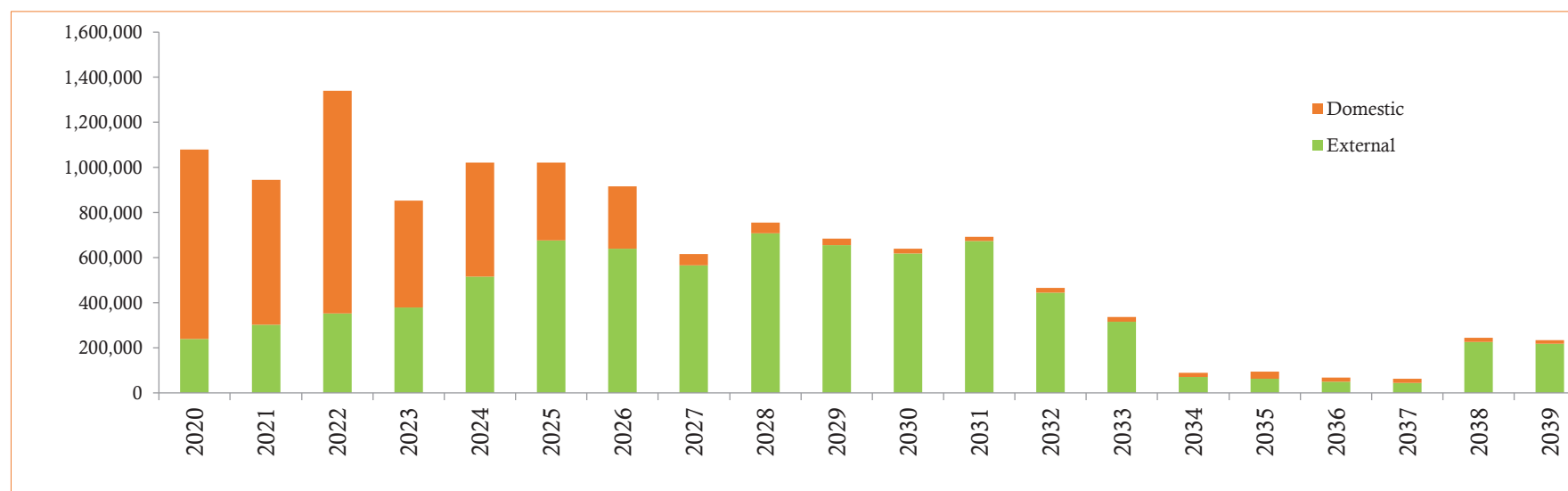
16. A court-terme, la concentration des échéances de la dette intérieure est la principale vulnérabilité du portefeuille (Tableau 2). Environ 54,1% de l'encours de la dette intérieure est à refinancer au cours des trois prochaines années (Graphique 3). A moyen terme, le remboursement des échéances des obligations du Trésor pourraient également entraîner des pressions de refinancement.
17. La dette exposée aux fluctuations de taux de change représente 29,6% du portefeuille de la dette totale dont 24,1% est libellée en dollar. Les instruments en dollar US représentant près du quart de l'encours de la dette, les fluctuations du taux EUR/USD sont un facteur de vulnérabilité.

Tableau 2 : Coûts et risques du portefeuille de la dette existante estimés à fin 2019

		Dette extérieure	Dette intérieure	Dette totale
Montant (millions de franc CFA)		8 733 782,2	4 566 446,4	13 300 228,6
Montant (millions de dollar US)		14 802,9	7 739,7	22 542,6
Dette nominale (% du PIB)		25,5	13,3	38,8
Valeur Actuelle de la dette (% du PIB)		23,0	13,3	36,3
Coût de la dette	Paielement d'intérêt (% du PIB)	1,0	0,7	1,7
	Taux d'intérêt moyen pondéré	3,9	5,0	4,3
Risque de refinancement	Maturité moyenne du portefeuille (Années)	10,4	4,4	8,3
	Dette arrivant à maturité dans un an (% du total)	2,8	18,4	8,2
	Dette arrivant à maturité dans un an (% du PIB)	0,7	2,5	3,1
Risque de taux d'intérêt	Durée moyenne jusqu'à révision du taux (années)	10,0	4,4	8,0
	Dette à réviser dans 1 an (% du total)	10,3	18,4	13,0
	Dette à taux fixe (% du total)	91,9	100,0	94,7
	Bon du Trésor (% du total)	0,0	2,1	0,7
Risque de change	Dette en devises (% du total)			65,7
	Dette exposée aux fluctuations de taux de change			29,6
	Service de la dette en devises (% réserves)			4,8

Source : CNDP

Graphique 3 : Profil des amortissements de la dette estimée à fin 2019 (en millions de FCFA)



Source : CNDP

VI. HYPOTHESES MACROECONOMIQUES SUR LA PERIODE 2019-2023

18. Sur la période 2020-2023, il est attendu une consolidation des performances économiques en lien avec l'achèvement de la mise en œuvre du PND 2016-2020 et le démarrage de la mise en œuvre du PND 2021-2025. Le PIB réel est projeté en hausse, en moyenne à 5,4% sur la période 2020-2023.
19. Les recettes fiscales devraient enregistrer une hausse de 8,5% en moyenne sur la période 2020-2023, en lien avec la stratégie du Gouvernement orientée prioritairement vers l'amélioration de la collecte des recettes. Les recettes fiscales en pourcentage du PIB sont projetées à 12,7% en moyenne annuelle sur la même période.
20. Les dépenses totales en pourcentage du PIB sont projetées à 19,4% en moyenne annuelle sur la période 2020-2023.

21. Le déficit budgétaire devrait s'afficher à 5,9% en 2020 contre 2,3% en 2019. Cette situation s'explique par la mise en œuvre des plans de riposte et de soutien économique, social et humanitaire pour stopper la propagation de la COVID-19. Toutefois, ce déficit devrait s'établir en moyenne à 4,1% sur la période 2020-2023.
22. L'inflation serait contenue à 1,0% en moyenne par an, en dessous de la norme communautaire de 3% grâce à l'accroissement de l'offre des produits alimentaires, à la stabilité des prix des produits pétroliers, à un meilleur approvisionnement des marchés des autres biens de consommation finale et à la politique de lutte contre la cherté de la vie.

Tableau 3 : Agrégats macroéconomiques pour la période 2019-2023

	2019	2020	2021	2022	2023
	Réalisé	Projeté	Projeté	Projeté	Projeté
Recettes publiques (dons inclus)	5 158,4	5 089,6	5 774,1	6 372,9	6 963,9
Dépenses primaires	5 422,9	6 483,5	6 768,1	6 758,0	7 333,1
Dépenses totales	5 943,9	7 174,1	7 524,5	7 591,0	8 195,3
Dépenses d'intérêt de la dette	520,9	690,6	756,4	833,0	862,2
Réserves internationales (millions USD)	8 561,0	8 400,5	8 576,9	8 565,2	8 859,3
PIB nominal	34 298,9	35 124,6	37 698,5	40 555,0	43 593,5

en milliards de francs CFA sauf indication contraire

Source : CNDP

23. Au niveau des échanges extérieurs, les projections sur la période 2020-2023 tablent sur un maintien des tendances, dans un contexte de mise en œuvre satisfaisante du PND 2016-2020. En particulier, les importations augmenteraient en relation avec les besoins en biens d'équipement et en biens intermédiaires, induits par la mise en œuvre du programme d'investissement. Le solde des services connaîtrait une dégradation du déficit structurel en liaison notamment avec les paiements au titre du fret sur les importations. Ainsi, le déficit du compte courant serait en moyenne de 1,8% du PIB sur la période. Le compte de capital ressortirait à 0,4% du PIB en fin de période et le compte financier se solderait par une entrée nette de capitaux sur toute la période.
24. S'agissant des secteurs monétaire et financier, le stock des avoirs extérieurs nets devrait se consolider à fin décembre 2023, en rapport avec les soldes globaux positifs de la balance des paiements. Les crédits à l'économie augmenteraient, en soutien au financement du secteur privé qui bénéficierait de la mise en œuvre effective du dispositif de financement des PME/PMI et du fonctionnement du Bureau d'Information sur le Crédit. La masse monétaire ressortirait ainsi en augmentation de 8,1% en moyenne, sous l'impulsion de l'évolution de ses contreparties. Les réserves officielles de change se renforceraient sur la période 2019-2023, en liaison avec les soldes globaux positifs de la balance des paiements. Au niveau communautaire, le pool commun

de devises, consolidé par le rapatriement des recettes d'exportation, devrait demeurer à un niveau confortable à plus de 5 mois d'importation de biens et services.

VII. SOURCES DE FINANCEMENT ET CONDITIONS DE MARCHÉ

25. Les financements extérieurs sur la période 2020-2023 seront mobilisés principalement sous forme d'emprunts semi-concessionnels et commerciaux en raison de l'amenuisement des ressources concessionnelles lié au statut de pays émergent de la Côte d'Ivoire. Le recours aux émissions sur les marchés internationaux reste une alternative. En outre, les conditions sur les marchés internationaux se sont significativement améliorées en 2019 avec une baisse des taux directeurs de la réserve fédérale américaine (FED) et de la BCE.
26. En 2020, le scénario de référence repose sur une faible croissance économique mondiale en raison des effets potentiels de la crise sanitaire du COVID 19. Pour répondre à la crise, la tendance des taux continuera de baisser par rapport à 2019. Ainsi, la FED a procédé à une baisse de ces taux directeurs à deux (02) reprises afin de faciliter l'accès aux crédits pour les entreprises et les particuliers. Cependant, la Banque Centrale Européenne a conservé ses taux directeurs car ne disposant d'aucune marge de manœuvre pour les baisser à un niveau nul ou négatif. Dans le cadre de l'exercice de la SDMT, les projections des taux d'intérêt des financements extérieurs ont été déterminées à partir de la courbe des taux de la BCE pour les prêts en Euro et de la courbe des taux de la FED pour les prêts en USD.
27. Dans le cadre de sa stratégie de gestion de la dette publique en 2020, la Côte d'Ivoire envisage une nouvelle opération de gestion des passifs Eurobond visant les objectifs ci-après :
- la réduction du risque de refinancement et des pics de maturité à court et moyen terme ;
 - l'allongement de la maturité moyenne de la dette publique ;
 - la réduction de la part de la dette publique exposée aux fluctuations de change ;
 - la levée d'un "new money" pour la couverture des besoins de financement budgétaire en 2020.
- Le scénario envisagé porte sur un rachat de la série dollar 2028 avec un taux de participation minimum de 50% (500 millions USS). Cette opération serait financée par une nouvelle émission d'Eurobond libellée en Euro.
28. S'agissant des sources de financement intérieur, l'Etat continuera de privilégier les émissions de bons et obligations du Trésor sur le marché régional. Les conditions de financement enregistrent une légère amélioration en 2019. En 2020, en réponse à la crise sanitaire de COVID-19, la BCEAO a autorisé la Côte d'Ivoire à effectuer des émissions de <<bons sociaux covid-19>>. Ce type d'émission est conçu comme étant un pont pour les Etats en attendant la rentrée des fonds attendus dans le cadre de la lutte contre la pandémie. Il s'agira précisément de bons assimilables du Trésor (BAT) émis sur une maturité de trois (03) mois et à des taux multiples, inférieurs ou égaux à 3,75%.

VIII. DEMARCHE SUIVIE

29. La stratégie de financement initialement retenue a été testée à l'aide de l'outil analytique de la SDMT sur la base des hypothèses révisées d'encours de dette, du TOFE, des secteurs réel et extérieur sur la période 2020-2023. Les résultats actualisés ont été comparés aux objectifs attendus dans la stratégie initiale en termes de coûts et risques. Compte tenu de la légère modification opérée au plan de financement 2019 (passage de 70-30 à 60-40) et la forte mobilisation sur le marché régional (soit une évolution d'environ 111%² entre fin 2018 à fin 2019), les besoins de financement seront comblés par une répartition de 60-40 entre la dette extérieure et la dette intérieure sur la période 2020-2023.

IX. CIBLE DES INDICATEURS DE COÛTS ET RISQUES

30. A l'horizon 2023, la composition espérée du portefeuille de la dette publique est une répartition de 77-23 entre la dette extérieure et la dette intérieure, la dette exposée aux fluctuations de taux de change devrait se situer à 29,1% et la part de la dette intérieure arrivant à échéance dans un an devrait être limitée à 17%.
31. Il ressort de l'actualisation des données à fin 2019 que la composition du portefeuille de la dette publique à l'horizon 2023 s'établirait à 72-28 entre la dette extérieure et la dette intérieure contre une répartition espérée de 77-23. En outre, la dette exposée aux fluctuations de taux de change se situerait à 25,1% contre 29,1% espérée. Par ailleurs, la dette intérieure arrivant à échéance dans un (1) an se situerait à 17% à fin 2023 contre 17% espérée.
32. En somme, les cibles des indicateurs de coûts et de risque espérées ont subi des améliorations par rapport aux prévisions initiales notamment, la dette exposée aux fluctuations de change. Par conséquent, la SDMT 2019-2023 est reconduite, avec une nouvelle cible pour la dette exposée aux fluctuations de taux de change fixée désormais à 25% à l'horizon 2023.
33. Il convient d'indiquer à toutes fins utiles que le poids de la dette libellée en Euro grandissant dans le portefeuille assure en l'état actuel une atténuation de risque de change mais génère à terme une forte exposition aux réalités au sein de la zone franc CFA notamment dans la perspective de la prochaine monnaie unique Eco.

X. STRATEGIE OPTIMALE

34. Au cours des prochaines années, l'Etat devrait privilégier des financements qui aident à réduire le risque de refinancement de la dette intérieure et le risque de change. Plus précisément, les besoins de financement devraient être couverts selon un rapport 60-40 d'instruments de financement extérieur et intérieur.
35. Cette stratégie opte pour une proportion élevée de dette extérieure avec une prépondérance pour les financements libellés en euro.

² Ce taux de variation résulte du rapport entre les montants bruts mobilisés en 2018 et 2019, soit respectivement 466 259 660 000 F CFA et 982 493 540 000 F CFA. Le taux d'évolution est donc : $(982\,493\,540 - 466\,259\,660) / 466\,259\,660 = 111\%$.

36. Les financements intérieurs seraient maintenus en moyenne à 40% en vue d'animer le marché financier régional tout en privilégiant les instruments de moyen et long terme.
37. Le plan annuel de financement fournira plus de détails sur les intentions du Gouvernement.

XI. PLAN DE FINANCEMENT POUR L'EXERCICE BUDGETAIRE 2021

38. Les besoins de financement de l'année 2021 sont estimés à 3 017,2 milliards de francs CFA. L'Etat prévoit les combler comme indiqué dans le tableau 4.
39. Les informations sur les adjudications des titres d'Etat sur le marché régional continueront d'être inscrites dans le calendrier trimestriel publié par l'Agence UMOA-Titres.

Tableau 4 : Plan de financement 2021

Plan de financement en 2021	3017,2	en %	% selon la SDMT
Décaissement des emprunts-projets et emprunts-programmes	1006,7	33,4%	57%
Autres financements en devises	707,5	23,4%	
Financement sur le marché régional	1303,0	43,2%	43%

en milliards de francs CFA sauf indication contraire

Source : CNDP

40. Les financements effectifs pourraient différer des montants indiqués dans le tableau 4, en raison de l'incertitude liée aux prévisions économiques et budgétaires, des conditions de financement de marché et du moment où les opérations seront effectuées. Des ajustements pourraient donc être apportés aux besoins de financement et aux sources de financement qui pourraient être utilisés. Les ajustements majeurs du plan de financement seront portés à la connaissance des parties intéressées pertinentes.

XII. RECOMMANDATIONS

41. Le succès de cette stratégie nécessite la mise en œuvre des recommandations suivantes :
- Développer le marché intérieur, afin de rendre plus liquide les titres publics par :
 - o le développement du marché secondaire ;

- le renforcement du cadre de communication avec les investisseurs ;
 - la diversification de la base d'investisseurs avec notamment le renforcement de la participation des compagnies d'assurance et des fonds de pensions ;
 - la poursuite de la mise en œuvre des nouveaux instruments financiers ;
- Promouvoir les titres publics auprès des particuliers ;
- Améliorer la capacité d'absorption des ressources d'emprunts-projets à travers la mise en œuvre effective et urgente du décret 2015-475 du 1er juillet 2015 portant procédures et modalités de gestion des projets et programmes financés et cofinancés par les partenaires techniques et financiers ;
- Optimiser les ressources intérieures ;
- Renforcer les capacités du Secrétariat Permanent du CNDP en vue de la migration des statistiques des finances publiques basées sur le manuel de 1986 vers celui de 2001-2014.

**RAPPORT D'ANALYSE DE VIABILITE
DE LA DETTE PUBLIQUE
2020-2040**

Table des matières

Champ de couverture de la dette publique.....	3
Contexte de la dette	4
Contexte des prévisions macros.....	5
Classement du pays et élaboration des tests de résistance des scénarios	10
AVD externe.....	11
Risque global de surendettement public	18
Module de marché	22
Notation des risques et points faibles.....	22
Tableaux et graphiques annexes	2
Acronymes.....	6

Le risque de surendettement de la Côte d'Ivoire reste modéré¹ au cours de la période 2020-2040, aussi bien sur la dette extérieure que sur la dette publique totale sans aucune marge d'absorption des chocs.

Champ de couverture de la dette

Le champ de couverture de la dette est limité à la dette publique et publiquement garantie. La dette des entreprises publiques, des collectivités territoriales et du secteur privé n'est pas pris en compte dans l'encours de la dette publique. L'encours de la dette extérieure à fin 2019 ainsi que le service prévisionnel ne prennent pas en compte les montants des Contrats de Désendettement et de Développement (C2D). Le critère de monnaie a été retenu (et non le critère de résidence) pour classer les dettes intérieure et extérieure. Ainsi, sont inclus dans la dette intérieure, les emprunts libellés en Franc CFA conclus avec la Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD).

Tableau 1 : Couverture de la dette du secteur public et conception du test de résistance sur les engagements conditionnels

A. Veuillez cocher d'un "X" les cellules des sous-secteurs du secteur public ci-dessous qui entrent dans le champ couvert par vos données sur la dette publique.

Sous-secteurs du secteur public	Cochez la cellule
1 Administration centrale	X
2 Administrations d'États fédérés et locales	
3 Autres éléments des administrations publiques	
4 dont : administrations de sécurité sociale	
5 Fonds extrabudgétaires (FEB)	
6 Garanties (à d'autres entités des secteurs public et privé, y compris entreprises publiques)	X
7 Banque centrale (emprunts effectués au nom de l'État)	X
8 Dette non garantie des entreprises publiques	

Couverture des données sur la dette publique et ampleur du choc retenu pour le test de résistance adapté aux passifs conditionnels

B. Veuillez ajuster les éléments du test de résistance adapté aux passifs conditionnels, le cas échéant

1 Couverture des données sur la dette publique du pays	Administration centrale, banque centrale, dette garantie par l'État	
	Défaut	Utilisés pour l'analyse
2 Autres dettes des administrations publiques non prises en compte dans 1	0 pourcentage du PIB	0
3 Dette des entreprises publiques (garantie ou non par l'État) 1/	2 pourcentage du PIB	1
4 PPP	35 pourcentage du stock en PPA	1,24
5 Marché financier (la valeur par défaut de 5 % du PIB est la valeur minimale)	5 pourcentage du PIB	5
Totale (2+3+4+5) (en pourcentage du PIB)		6,99

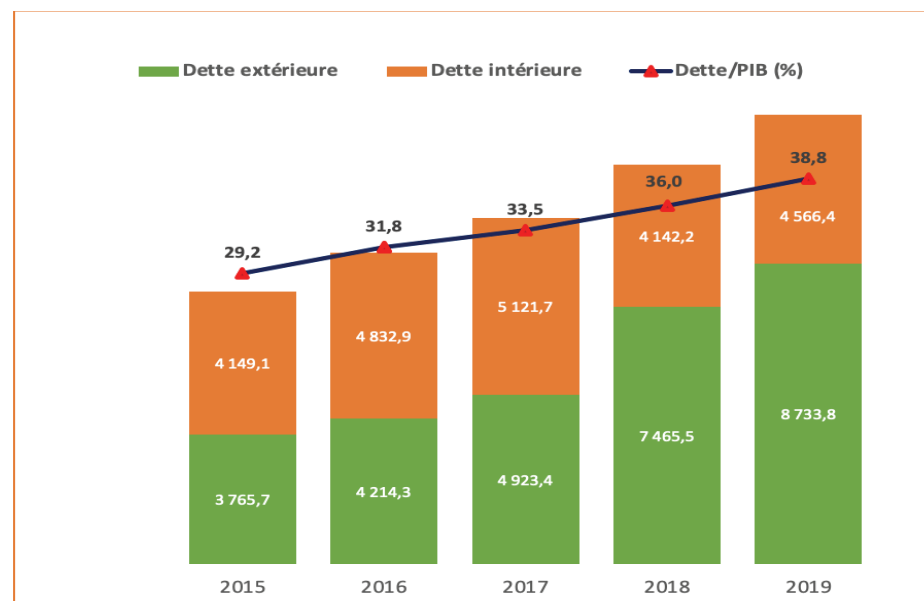
¹ Pour appréhender les différents facteurs influant sur la capacité d'un pays à s'endetter, le Cadre de Viabilité de la Dette utilise un indicateur composite (IC). Le score de l'indicateur composite est de 2,97 pour la Côte d'Ivoire, ce qui correspond à un classement dans la catégorie de pays à capacité d'endettement modérée.

Contexte de la dette

L'encours de la dette de l'administration centrale est estimé à 13 300,2 milliards de franc CFA (38,8% du PIB) à fin 2019 contre 11 607,8 milliards de franc CFA (36,0 % du PIB) à fin 2018 et se compose de 8 733,8 milliards de franc CFA (65,7%) de dette extérieure² et 4 566,4 milliards de franc CFA (34,3%) de dette intérieure.

L'encours de la dette publique et publiquement garantie est estimé à 14 074,7 milliards de franc CFA (41,0% du PIB) à fin 2019. Il est composé de 9 342,9 milliards de franc CFA (66,4%) de dette extérieure et 4 731,8 milliards de franc CFA (33,6%) de dette intérieure.

Graphique 1 : Evolution de l'encours de la dette de l'administration centrale



Source : DGTCP/DDPD

² La classification de la dette repose sur le critère de devise pour l'exercice d'AVD.

Contexte des prévisions macros

La période 2020-2023 afficherait en moyenne un taux de croissance réel du PIB d'environ 5,4% avec notamment la mise en œuvre du PND 2016-2020. Les principales hypothèses qui sous-tendent la croissance du PIB sur la période 2020-2023 tiennent compte aussi bien de l'amoindrissement de l'impact de la COVID 19 sur l'économie que de la stabilité sociopolitique, de la normalisation de la pluviosité, de la poursuite des réformes nécessaires à l'accompagnement efficace de l'économie et de la continuité dans la politique volontariste d'investissement dans les secteurs moteurs de croissance.

Au niveau de l'offre, le secteur primaire devrait croître de 1,8% en moyenne tiré par l'agriculture vivrière (+3,7%) et l'agriculture d'exportation (+1,2%). Il bénéficierait de la poursuite des investissements prévus dans le Programme National d'Investissement Agricole (PNIA) notamment ceux relatifs à la maîtrise de l'eau et aux distributions de semences améliorées. Le secteur secondaire progresserait en moyenne annuelle de 8,0%, soutenu par les BTP (+14,5%), les autres industries manufacturières (+3,7%), l'extraction minière (+1,0%) et l'énergie (+7,1%). La croissance de l'industrie agro-alimentaire est attendue à environ 4,3% en moyenne annuelle sur la période, soutenue par les investissements publics à travers les Partenariats Publics Privés (PPP). Le secteur tertiaire évoluerait de 5,4% en moyenne par an sur la période 2020-2023 grâce à l'ensemble de ses composantes, notamment le transport, les télécommunications et le commerce qui augmenteraient respectivement d'environ 4,6%, 12,6% et 4,9%. Les autres services devraient, quant à eux, afficher une croissance moyenne d'environ 4,6%. Le secteur non marchand devrait progresser en moyenne de 5,5% par an prenant en compte les effets combinés de la stratégie de maîtrise de la masse salariale et de la poursuite des politiques de scolarisation obligatoire et de santé pour tous. Les droits et taxes ressortiraient en moyenne en hausse de 5,4% par an, grâce notamment aux différentes réformes en cours dans l'Administration fiscale et au dynamisme de l'activité économique.

Au niveau de la demande, la croissance serait tirée par l'affermissement des investissements (+9,9%) et la consolidation de la consommation finale des ménages (+3,7%). En effet, les investissements seraient soutenus par la poursuite des chantiers publics (infrastructures socioéconomiques, logements sociaux, etc.) et le renforcement des outils de production dans les secteurs manufacturiers et de la construction. Ainsi, le taux d'investissement global ressortirait en moyenne par an à 23,7% du PIB contre 21,1% en 2019. Le taux d'investissement public s'établirait à 6,7% en moyenne par an sur la période 2020-2023. Quant à la consommation finale, elle bénéficierait de la hausse des revenus et de la création d'emplois. Les importations de biens et services progresseraient de 3,3% en moyenne par an sous l'impulsion du dynamisme de l'économie. Les exportations de biens et services seraient en hausse de 1,7% en moyenne par an en raison de la bonne tenue des productions agricoles, minières, pétrolières et des produits transformés.

L'inflation serait contenue à 1,0% en moyenne par an, en dessous de la norme communautaire de 3%, grâce à l'accroissement de l'offre des produits alimentaires, à la stabilité des prix des produits pétroliers, à un meilleur approvisionnement des marchés des autres biens de consommation finale et à la politique de lutte contre la cherté de la vie.

Les projections des comptes extérieurs sur la période 2020-2023 révèlent une dégradation du compte des transactions courantes de la Côte d'Ivoire en 2020, avec des exportations et des importations en baisse. Malgré la reprise des exportations à partir de 2021, le déficit du compte des transactions courantes devrait s'accroître au cours de cette année. Les importations évolueraient à un rythme croissant, à partir de 2021, en relation avec les besoins en biens d'équipement et en biens intermédiaires, induits par la mise en œuvre du programme d'investissement. Le solde des services connaîtrait une dégradation du déficit structurel en liaison, notamment, avec les paiements au titre du fret sur les importations. Sur la période 2024-2039, les comptes extérieurs suivraient les orientations de la période 2022-2023.

Quant aux revenus primaires, le déficit perdurerait sous l'impulsion du paiement des intérêts sur la dette extérieure et des versements dus aux non-résidents au titre des revenus d'investissement. De même, le solde des revenus secondaires, après une inflexion en 2020, et 2021, continuerait de se dégrader, en relation avec les transferts de fonds des travailleurs migrants à destination de l'étranger et des montants acquittés relativement au titre des prélèvements communautaires (PCS et PCC). Ainsi, malgré l'excédent commercial des biens, le compte des transactions courantes resterait déficitaire sur la période. Par contre, le compte de capital devrait rester positif, grâce aux dons projets reçus. En outre, le compte financier enregistrerait des entrées nettes de capitaux, en lien avec les investissements directs étrangers reçus et les mobilisations de ressources financières extérieures de l'Administration publique.

Sur cette base, les projections font ressortir un déficit du compte courant qui serait en moyenne d'environ 2,8% du PIB sur la période 2020-2023. Le compte de capital ressortirait à 0,4% du PIB en fin de période. Le compte financier se solderait par une entrée nette de capitaux sur toute la période.

Les agrégats de monnaie et de crédit sont déterminés sur la base des projections sur la période 2020-2023 du cadrage macroéconomique et du tableau des opérations financières de l'Etat. Ils sont marqués par un désendettement net de l'Etat vis-à-vis du secteur bancaire à partir de 2021, et un accroissement des crédits à l'économie, en soutien au financement du secteur productif. Les avoirs extérieurs nets progresseraient sous l'effet conjugué de l'afflux des investissements directs étrangers, favorisés par l'attractivité croissante du pays, la mobilisation des ressources extérieures et l'amélioration continue du rapatriement des recettes d'exportation.

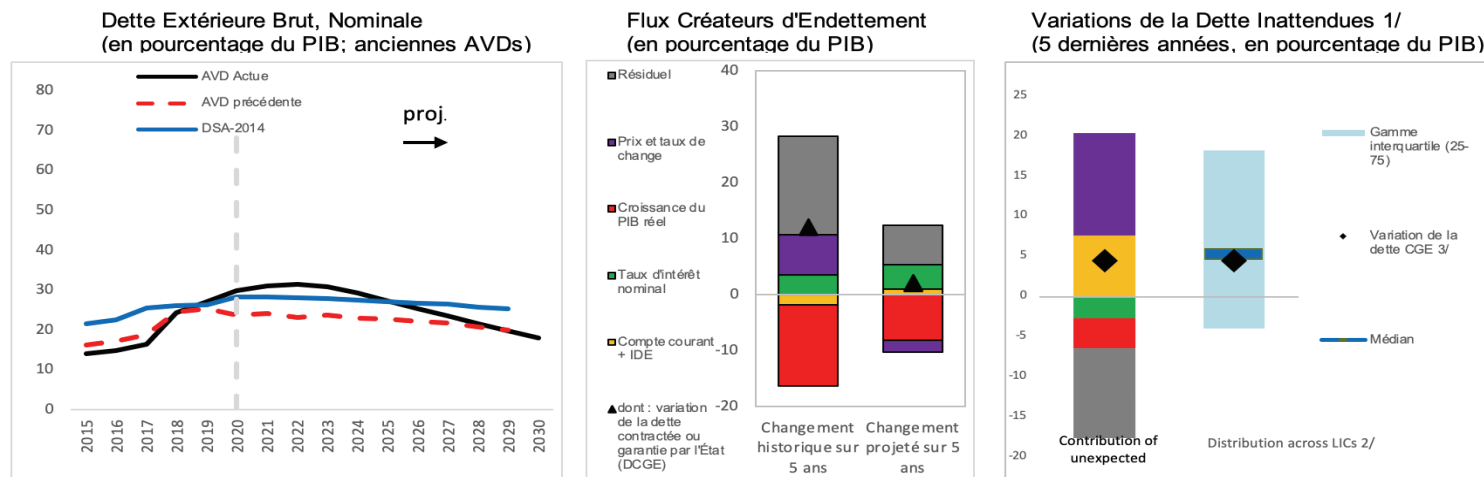
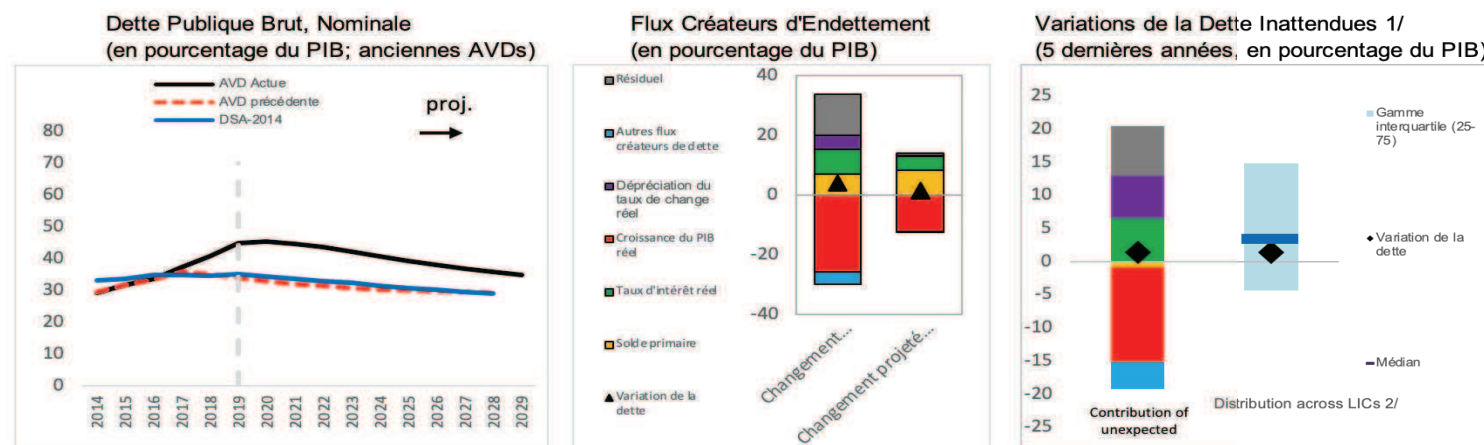
Sur la base de ces hypothèses, le stock des avoirs extérieurs nets devrait se consolider à fin décembre 2023, en rapport avec les soldes globaux positifs de la balance des paiements. Les crédits à l'économie augmenteraient, en soutien au financement du secteur privé qui bénéficierait de l'amélioration du climat des affaires, de la mise en œuvre du PND 2016-2020 et de la poursuite des actions de développement du Gouvernement après 2020. La masse monétaire ressortirait ainsi en augmentation, sous l'impulsion de l'évolution de ses contreparties.

Les réserves officielles de change (avoirs extérieurs bruts de la Banque Centrale) se renforceraient sur la période 2020-2023, en liaison avec les soldes globaux positifs de la balance des paiements. Au niveau communautaire, le pool commun de devises, consolidé par le rapatriement des recettes d'exportation, devrait demeurer à un niveau confortable, donc largement supérieur à 3 mois d'importations de biens et services.

Sur la période 2020-2023, les besoins bruts de financement de l'Etat devraient être comblés en moyenne par des ressources extérieure et intérieure respectivement à hauteur de 60% et 40%. Cette stratégie se justifie par la préférence des mobilisations sur le marché international en lien avec (i) la prévention contre l'exposition au risque de change et le renchérissement des coûts des Titres d'Etat sur le marché financier régional et (ii) le niveau élevé des besoins de financement du budget de l'Etat dans un contexte de profondeur limitée du marché intérieur. Les financements intérieurs devraient privilégier les instruments de moyen et long terme.

Sur la période 2020-2040, les besoins bruts de financement de l'Etat devraient être comblés en moyenne par des ressources extérieure et intérieure respectivement à hauteur de 60% et 40%. Le développement progressif du marché financier régional secondaire devrait à long terme augmenter les montants mobilisables.

Les outils de réalisme du Cadre de Viabilité de la Dette ont permis de conforter les projections macroéconomiques relativement au scénario de référence. Les graphiques ci-après illustrent les outils de réalisme :

Graphique 2 : Moteurs de la dynamique de la dette extérieure – scénario de référence**Graphique 3** : Moteurs de la dynamique de la dette publique totale – scénario de référence

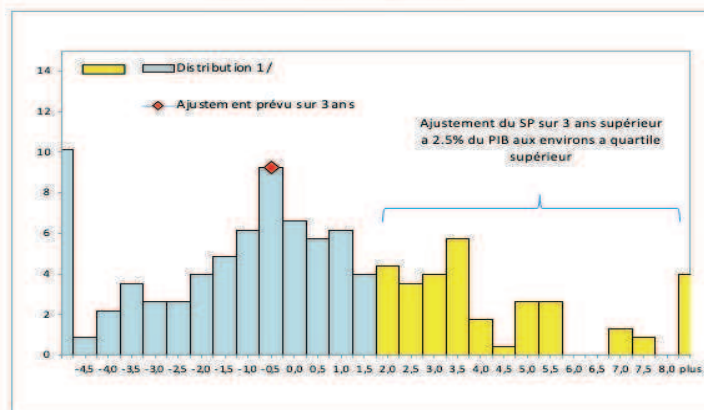
1/ Différence entre les contributions prévues et effectives aux ratios d'endettement.

2/ Répartition entre les pays à faible revenu pour lesquels des AVDs PFR ont été produits.

3/ Étant donné le niveau relativement faible de la dette extérieure privée pour la moyenne des pays à faible revenu, une variation en points de pourcentage de la dette extérieure CGE devrait être en grande partie expliquée par les déterminants de l'équation de la dynamique de la dette extérieure.

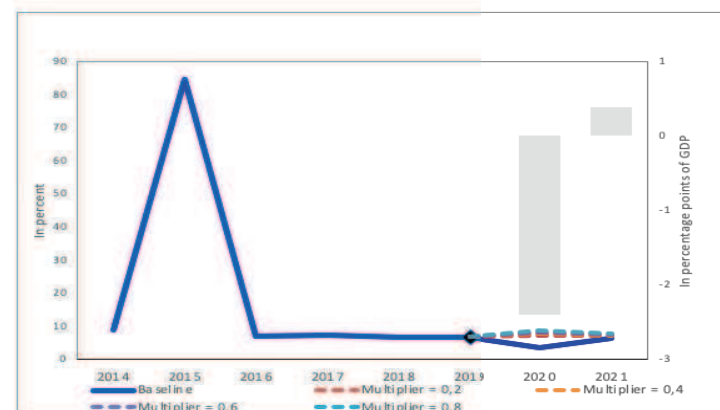
Graphique 4 : Outils de réalisme

Ajustement sur 3 ans du solde primaire
(points de pourcentage du PIB)



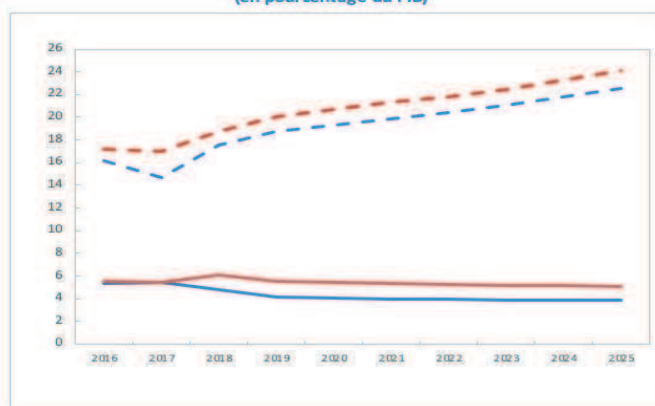
1/ Les données couvrent les programmes financés par le FMI pour les PFR (à l'exclusion du financement d'urgence) approuvés depuis 1990. L'ampleur de l'ajustement triennal à partir de la création du programme est couverte sur l'axe horizontal; le pourcentage d'échantillon est couvert sur l'axe vertical.

Ajustement budgétaire et trajectoires de croissance possibles 1/



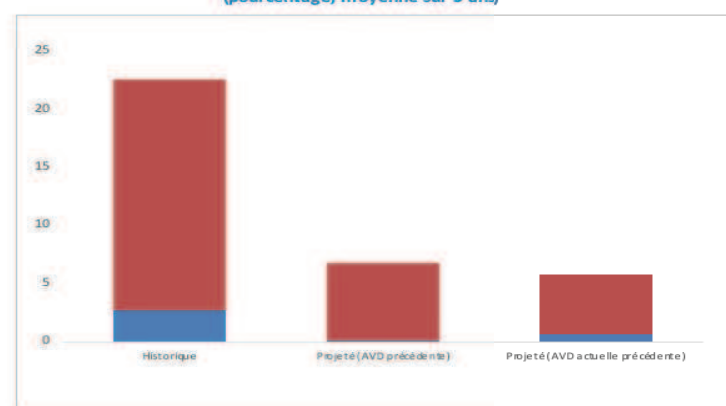
1/ Les barres renvoient à l'ajustement budgétaire annuel projeté et les lignes montrent les trajectoires possibles de croissance du PIB réel sous différents multiplicateurs budgétaires.

Taux de l'Investissement Public et Privé
(en pourcentage du PIB)



— Investissement public - AVD précédente — Investissement public - AVD actuelle
- - - Investissement privé - AVD précédente - - - Investissement privé - AVD actuelle

Contribution à la croissance du PIB réel
(pourcentage, moyenne sur 5 ans)



■ Contribution d'autres facteurs
■ Contribution de l'investissement public

Classement du pays et élaboration des tests de résistance des scénarios

Le Cadre de Viabilité de la Dette (CVD) s'appuie sur le cadre macroéconomique et sur d'autres informations spécifiquement nationales pour classer les pays en fonction de leur capacité à s'endetter. Pour appréhender les différents facteurs influant sur la capacité d'un pays à s'endetter, le CVD utilise un indicateur composite (IC). Celui-ci rend compte de l'incidence des différents facteurs à l'aide d'une moyenne pondérée du score du Country Policy Institutional Assessment (CPIA) de la Banque mondiale, de la croissance du PIB réel du pays, des envois de fonds des travailleurs émigrés, des réserves de change et de la croissance mondiale.

L'IC détermine le classement des pays dans l'une des trois catégories : faible, moyenne, élevée. La capacité d'endettement d'un pays est considérée comme faible si son IC est inférieur à 2,69, moyenne s'il se situe entre 2,69 et 3,05 et élevée s'il dépasse 3,05.

L'indice de la Côte d'Ivoire ressort à 2,97 et correspond à une capacité d'endettement moyenne. Les principaux éléments qui ont permis d'atteindre ce score sont les performances réalisées sur le CPIA et la couverture des réserves de change en mois d'importation de biens et services de l'UEMOA.

Tableau 2 : Indicateur composite et tableaux de seuils

Composantes	Coefficients (A)	Valeurs moyennes sur 10 ans (B)	Composantes du score de l'IC (A*B) + (C)	Contribution des composante
EPIN	0,385	3,386	1,30	44%
Taux de croissance réel (en	2,719	7,562	0,21	7%
Couverture des importations par les réserves (en pourcentage)	4,052	39,075	1,58	53%
Couverture des importations par les réserves^2 (en pourcentage)	-3,990	15,269	-0,61	-21%
Envois de fonds (en pourcentage)	2,022	0,446	0,01	0%
Croissance économique mondiale (en pourcentage)	13,520	3,499	0,47	16%
CI Score			2,97	100%
Note CI			Medium	

New framework			
Cut-off values			
Weak	CI <	2,69	
Medium	2,69	≤ CI ≤	3,05
Strong	CI >	3,05	

AVD externe

Dans le cadre du scénario de référence, tous les indicateurs d'endettement extérieur de solvabilité (le ratio de la Valeur Actuelle de la dette extérieure rapportée au PIB et aux exportations) demeurent en dessous de leurs seuils³ sur la période 2020-2030.

Toutefois, le ratio « Service de la dette/Exportations » dépasse son seuil en 2025 et se situe à 15,68% pour un seuil de 15%. En outre, le ratio « service de la dette/Recettes Budgétaires » est très proche de son seuil et se situe à 17,36% pour un seuil de 18%.

Par ailleurs, la crise sanitaire liée à la COVID-19 a impacté négativement les prévisions de recette d'exportations de 2020. Toutefois, la reprise du rythme des exportations prévues en 2021 reste moins importante que celle anticipée avant la COVID-19. Le rythme de croissance ayant été maintenue à partir de 2022, les projections sur la période 2023-2040 ressortiraient moins favorables. Néanmoins, ces projections pourraient être revues à la hausse en fonction des réalisations de 2020.

Le CVD comporte des tests de résistance qui permettent d'évaluer la sensibilité des indicateurs de surendettement de la dette extérieure projetés en cas de changements d'hypothèses. Le tableau 3 résume les résultats des tests de résistance relatifs aux différents indicateurs.

Tableau 3 : Evolution prévue des indicateurs de la dette extérieure publique et publiquement garantie dans le cadre des tests de résistance standards et adaptés⁴, comparée aux seuils.

Calibrage du choc	Indicateurs	Seuils d'endettement	Niveaux atteints	Observations
Tests standards				
La croissance du PIB réel est fixée à sa moyenne historique minorée d'un écart type ou selon la projection de référence minorée d'un écart type, en prenant la plus basse de ces deux valeurs pour la deuxième et troisième année de la période de projection.	VA/PIB	40%	Le ratio augmente de 26% en 2020 à 42% dès 2021 et reste au-dessus de son seuil jusqu'en 2029 à 43% avant de baisser à 39 % en 2030. Dépassement du seuil sur neuf (09) années	Exposition aux chocs négatifs liés au taux de croissance

³ Voir annexe page 18.

⁴ Tests de résistance adaptés : Ce sont des tests qui s'appliquent aux pays exposés à un ensemble de risques spécifiques. Il s'agit des catastrophes naturelles, de la volatilité des prix des produits de base et des tensions sur les financements de marché.

Calibrage du choc	Indicateurs	Seuils d'endettement	Niveaux atteints	Observations
La croissance du PIB passe de 6,4 % et 6,7% respectivement en 2021 et 2022 à -18,9% en 2021 et -18,6 % 2022.⁵			[2021-2029]	
	VA/ EXPORTATIONS	180%	Le ratio augmente de 135 % en 2020 à 153% en 2023 et baisse à 86% en 2030. Pas de dépassement du seuil	
	SERVICE DE LA DETTE/ EXPORTATIONS	15%	Le ratio augmente de 8% en 2020 à 15,68% en 2025 avant de baisser à 13% en 2030. Dépassement du seuil sur un (01) an [2025]	
	SERVICE DE LA DETTE/ RECETTES BUDGETAIRES	18%	Le ratio augmente de 12% en 2020 à 19% en 2021 et reste au-dessus de son seuil jusqu'en 2030 à 35%. Dépassement du seuil sur dix (10) ans [2021-2030]	
Le solde primaire/PIB est fixé à sa moyenne historique minorée d'un écart type ou selon la projection de référence minorée d'un écart type, en prenant la plus basse de ces	VA/PIB	40%	Le ratio augmente de 26% en 2020 à 28% en 2023 avant de baisser à 17% en 2030. Pas de dépassement du seuil	Exposition aux chocs négatifs liés au solde primaire

⁵Le calibrage du test sur le taux de croissance donne des valeurs aberrantes en raison du rebasage intervenu en 2020. Le taux de croissance moyen sur les dix dernières années revient à 13,89% et l'écart-type à 25,24.

Calibrage du choc	Indicateurs	Seuils d'endettement	Niveaux atteints	Observations
deux valeurs pour la deuxième et la troisième année de la période de projection. Le solde primaire/PIB passe respectivement de 0,8% et 1,2% en 2021 et 2022 pour atteindre 1,9 % en 2021 et 2022.	VA/ EXPORTATIONS	180%	Le ratio augmente de 135% en 2020 à 155% en 2023 et baisse à 89% en 2030. Pas de dépassement du seuil	
	SERVICE DE LA DETTE/ EXPORTATIONS	15%	Le ratio augmente de 8 % en 2020 à 15,78% dès 2025 avant de baisser à 14 % en 2030. Dépassement du seuil sur un (01) ans [2025]	
	SERVICE DE LA DETTE/ RECETTES BUDGETAIRES	18%	Le ratio augmente de 12% en 2020 à 17% en 2025 et baisse à 15% en 2030. Pas de dépassement du seuil	
La croissance des exportations nominales (en dollars US) est fixée à sa moyenne historique minorée d'un écart type ou selon la projection de référence minorée d'un écart type, en prenant la plus basse de ces deux valeurs pour la deuxième et la troisième année de la période de projection. La croissance des exportations passe de 9,8% et 2,8% respectivement en 2021 et 2022 à -5,4% en 2021 et 2022.	VA/PIB	40%	Le ratio augmente de 26% en 2020 à 34% en 2022 et baisse à 20% en 2030. Pas de dépassement du seuil	Exposition aux chocs négatifs liés aux exportations
	VA/ EXPORTATIONS	180%	Le ratio augmente de 135% en 2020 à 226% en 2022 et reste au-dessus de son seuil jusqu'en 2027 à 192% avant de baisser à 133% en 2030. Dépassement du seuil sur six (06) ans [2022-2027]	

Calibrage du choc	Indicateurs	Seuils d'endettement	Niveaux atteints	Observations
	SERVICE DE LA DETTE/ EXPORTATIONS	15%	Le ratio augmente de 8 % en 2020 à 15,45 % dès 2023 et reste au-dessus de son seuil jusqu'en 2030 à 21%. Dépassement du seuil sur huit (08) ans [2023-2030]	
	SERVICE DE LA DETTE/ RECETTES BUDGETAIRES	18%	Le ratio augmente de 12% en 2020 à 19% en 2025. Il baisse à 17% jusqu'en 2028 et augmente à 18,40% en 2030. Dépassement du seuil sur trois (03) ans [2025 et 2029-2030]	
Les ratios transferts courants/PIB et IDE/PIB sont fixés à leurs moyennes historiques minorées d'un écart type ou selon la projection de référence minorée d'un écart type, en prenant la plus basse de ces deux valeurs pour la deuxième et la troisième année de la période de projection. Les transferts courants/PIB passent respectivement de 0,6% et 0,8%% en 2021 et 2022 à 1,8% en 2021 et 2022. Aussi, les IDE/PIB passent respectivement de -0,7% en 2021 et 2022 à -0,6% en 2021 et 2022.	VA/PIB	40%	Le ratio augmente de 26 % en 2020 à 30% en 2022 avant de baisser à 18% en 2030. Pas de dépassement du seuil	Exposition aux chocs négatifs liés aux transferts courants et aux IDE
	VA/ EXPORTATIONS	180%	Le ratio augmente de 135% en 2020 à 164% en 2023 avant de baisser à 93% en 2030. Pas de dépassement du seuil	
	SERVICE DE LA DETTE/ EXPORTATIONS	15%	Le ratio augmente de 8% en 2020 à 16,12% en 2025 avant de baisser à 14% en 2030.	

Calibrage du choc	Indicateurs	Seuils d'endettement	Niveaux atteints	Observations
Dépréciation nominale ponctuelle de 30 % de la monnaie nationale par rapport au dollar us pendant la seconde année de la période de projection ou du montant nécessaire pour résorber l'écart estimé de surévaluation du taux de change réel, en prenant la plus élevée de ces deux valeurs			Dépassement du seuil sur un (01) an [2025]	Exposition aux chocs négatifs liés au taux de change euro/dollar
	SERVICE DE LA DETTE/ RECETTES BUDGETAIRES	18%	Le ratio augmente de 12% en 2020 à 18% en 2025 avant de baisser à 16% en 2030. Pas de dépassement du seuil	
	VA/PIB	40%	Le ratio augmente de 26% en 2020 à 40% en 2022 avant de baisser à 24% en 2030. Pas de dépassement du seuil	
	VA/ EXPORTATIONS	180%	Le ratio augmente de 135% en 2020 à 175% en 2023 avant de baisser à 100% en 2030. Pas de dépassement du seuil	
	SERVICE DE LA DETTE/ EXPORTATIONS	15%	Le ratio augmente de 8% en 2020 à 16,49% en 2025 et reste au-dessus de son seuil à 15,15% en 2026 avant de baisser à 14% en 2028. Puis reste au-dessus de son seuil	

Calibrage du choc	Indicateurs	Seuils d'endettement	Niveaux atteints	Observations
			de 2029 à 2030 à 15,30% et 15,47%. Dépassement du seuil sur quatre (04) ans [2025-2026 et 2029-2030]	
	SERVICE DE LA DETTE/ RECETTES BUDGETAIRES	18%	Le ratio augmente de 12% en 2020 à 18,34% en 2023 et reste au-dessus de son seuil jusqu'en 2030 à 22%. Dépassement du seuil sur huit (08) ans [2023-2030]	
Application de tous les chocs individuels précédents avec la moitié de leur magnitude.	VA/ PIB	40%	Le ratio augmente de 26% en 2020 à 65% en 2022 et reste au-dessus de son seuil jusqu'en 2030 à 40,11%. Dépassement du seuil sur neuf (09) ans [2022-2030]	Exposition aux chocs négatifs liés aux tests précédents
	VA/ EXPORTATIONS	180%	Le ratio augmente de 135% en 2020 à 218% en 2022 et reste au-dessus de son seuil jusqu'en 2028 à 196% avant de baisser à 135% en 2030. Dépassement du seuil sur sept (07) ans [2022-2028]	

Calibrage du choc	Indicateurs	Seuils d'endettement	Niveaux atteints	Observations
	SERVICE DE LA DETTE/ EXPORTATIONS	15%	Le ratio augmente de 8% en 2020 à 16% en 2023 et reste au-dessus de son seuil jusqu'en 2030 à 24%. Dépassement du seuil sur huit (08) ans [2023-2030]	
	SERVICE DE LA DETTE/ RECETTES BUDGETAIRES	18%	Le ratio augmente de 12% en 2020 à 22% en 2022 et reste au-dessus de son seuil jusqu'en 2030 à 36%. Dépassement du seuil sur neuf (09) ans [2022-2030]	
Tests adaptés				
Combinaison de tous les passifs conditionnels Ce choc consiste en une hausse ponctuelle du ratio dette/PIB pendant la deuxième année de la projection. Il se compose (i) d'une valeur de départ minimum de 5 % du PIB (représentant le coût moyen pour l'État d'une crise financière dans un PFR depuis 1980) et (ii) d'une valeur adaptée tenant compte d'autres chocs éventuels sur des parties du secteur public qui ne sont pas comprises dans la définition de la dette publique utilisée dans l'AVD (voir Tableau 1sur la couverture de la dette publique).	VA/PIB	40%	Le ratio augmente de 26% en 2020 à 30 % en 2023 avant de baisser à 20% en 2030. Pas de dépassement du seuil	
	VA/ EXPORTATIONS	180%	Le ratio augmente de 135 % en 2020 à 167% en 2023 avant de baisser à 106 % en 2030. Pas de dépassement du seuil	
	SERVICE DE LA DETTE/ EXPORTATIONS	15%	Le ratio augmente de 8% en 2020 à 16% en 2025 et reste au-dessus de son seuil à 15,06% en 2026 avant de	

Calibrage du choc	Indicateurs	Seuils d'endettement	Niveaux atteints	Observations
Le ratio de la dette publique totale augmente de 7,0% et passe de 41,3% à 48,3% en 2021.			baisser à 14% en 2030. Dépassement du seuil sur deux (02) ans [2025-2026]	Exposition aux chocs liés au passif conditionnel
	SERVICE DE LA DETTE/ RECETTES BUDGETAIRES	18%	Le ratio augmente de 12 % en 2020 à 18,05% en 2025 avant de baisser à 16 % en 2030. Dépassement du seuil sur un (01) an [2025]	
Catastrophe naturelle et produits de base	Non applicable ⁶			
Prix des produits de base				
Financement de marché				

Risque global de surendettement

Le ratio VA dette publique/PIB demeure au-dessus de son point de référence de 2020 à 2030 avec un écart moyen de 17,1% par rapport à son seuil qui se situe à 55%. Toutefois, le portefeuille de la dette publique totale reste vulnérable à un choc sur le taux de croissance économique.

Le CVD comporte des tests de résistance qui permettent d'évaluer la sensibilité des indicateurs de surendettement de la dette publique et publiquement garantie, projetés en cas de changements d'hypothèses. Le tableau 4 résume les résultats des tests de résistance relatifs aux différents indicateurs.

⁶ Ces deux (02) chocs ne sont pas applicables à la Côte d'Ivoire selon la base de données de la Banque Mondiale sur les catastrophes naturelles.

Tableau 4 : Evolution prévue des indicateurs de la dette publique et publiquement garantie dans le cadre des tests de résistance standards et adaptés, comparée aux seuils.

Calibrage du choc	Indicateurs	Seuils d'endettement	Niveaux atteints	Observations
Tests standards				
La croissance du PIB réel est fixée à sa moyenne historique minorée d'un écart type ou selon la projection de référence minorée d'un écart type, en prenant la plus basse de ces deux valeurs pour la deuxième et troisième année de la période de projection. La croissance du PIB passe de 6,4 % et 6,7% respectivement en 2021 et 2022 à -18,9% en 2021 et -18,6 % 2022.	VA/PIB	55%	Le ratio augmente de 40% en 2020 à 72% en 2021 et reste au-dessus de son seuil jusqu'en 2030 à 269% Dépassement du seuil sur dix (10) ans [2021-2030]	Exposition aux chocs sur la croissance
Le solde primaire/PIB est fixé à sa moyenne historique minorée d'un écart type ou selon la projection de référence minorée d'un écart type, en prenant la plus basse de ces deux valeurs pour la deuxième et la troisième année de la période de projection. Le solde primaire/PIB passe respectivement de 0,8% et 1,2% en 2021 et 2022 pour atteindre 1,9 % en 2021 et 2022.			Le ratio augmente de 40% en 2020 à 42% en 2022 avant de baisser à 34% en 2030. Pas de dépassement du seuil	
La croissance des exportations nominales (en dollars US) est fixée à sa moyenne historique minorée d'un écart type ou selon la projection de référence minorée d'un écart type, en prenant la plus basse de ces deux valeurs pour la deuxième			Le ratio augmente de 40% en 2020 à 46% en 2023 avant de baisser à 37 % en 2030. Pas de dépassement du seuil	

Calibrage du choc	Indicateurs	Seuils d'endettement	Niveaux atteints	Observations
et la troisième année de la période de projection. La croissance des exportations passe de 9,8% et 2,8% respectivement en 2021 et 2022 à -5,4% en 2021 et 2022.				
Les ratios transferts courants/PIB et IDE/PIB sont fixés à leurs moyennes historiques minorées d'un écart type ou selon la projection de référence minorée d'un écart type, en prenant la plus basse de ces deux valeurs pour la deuxième et la troisième année de la période de projection. Les transferts courants/PIB passent respectivement de 0,6% et 0,8% en 2021 et 2022 à 1,8% en 2021 et 2022. Aussi, les IDE/PIB passent respectivement de -0,7% en 2021 et 2022 à -0,6% en 2021 et 2022.			Le ratio augmente de 40% en 2020 à 43% en 2022 avant de baisser à 35% en 2030. Pas de dépassement du seuil	
Dépréciation nominale ponctuelle de 30 % de la monnaie nationale par rapport au dollar us pendant la seconde année de la période de projection ou du montant nécessaire pour résorber l'écart estimé de surévaluation du taux de change réel, en prenant la plus élevée de ces deux valeurs.			Le ratio augmente de 40% en 2020 à 47% en 2021 avant de baisser à 28% en 2030. Pas de dépassement du seuil	

Calibrage du choc	Indicateurs	Seuils d'endettement	Niveaux atteints	Observations
Application de tous les chocs individuels ci-dessus avec la moitié de leur magnitude.			Le ratio augmente de 40% en 2020 à 55% en 2025 et reste au-dessus de son seuil jusqu'en 2030 à 58%. Dépassement du seuil sur six (06) ans [2025-2030]	
Tests adaptés				
Combinaison de tous les passifs conditionnels Ce choc consiste en une hausse ponctuelle du ratio dette/PIB pendant la deuxième année de la projection. Il se compose (i) d'une valeur de départ minimum de 5 % du PIB (représentant le coût moyen pour l'État d'une crise financière dans un PFR depuis 1980) et (ii) d'une valeur adaptée tenant compte d'autres chocs éventuels sur des parties du secteur public qui ne sont pas comprises dans la définition de la dette publique utilisée dans l'AVD (voir Tableau 1 sur la couverture de la dette publique) Le ratio de la dette publique totale augmente de 7,0% et passe de 41,3% à 48,3% en 2021.	VA/PIB	55%	Le ratio augmente de 40% en 2020 à 48% en 2021 avant de baisser à 39% en 2030. Pas de dépassement du seuil	Pas de vulnérabilité
Catastrophe naturelle	Non applicable			
Prix des produits de base				
Financements de marché				

Module de marché

Pour les PFR ayant accès aux marchés, le cadre produit un signal supplémentaire à propos du degré de tensions sur les financements de marché dans le scénario de référence. Les tensions sur les marchés ont souvent résulté de la coïncidence de besoins de liquidités élevés avec une période où l'opinion des marchés se dégrade. Dans ce module, les besoins de liquidités à court terme, mesurés par les besoins de financement publics bruts prévus par le scénario de référence pour les trois prochaines années, et la perception des marchés au moment présent, mesurée par le dernier écart de rendement dans l'EMBI, sont comparés à leurs références respectives indiquées ci-dessous :

Tableau 5 : Tension de liquidité sur les marchés

Graphique 5. Cote d'Ivoire: indicateurs des risques de financement de marché

	GFN 1/	EMBI 2/
Niveaux de référence	14	570
Valeurs actuelles	6	350
Dépassement	No	No
Besoins accrus de liquidité potentiels	Low	

1/ Besoins de financement bruts maximum (BFB) sur un horizon de projection de référence de trois ans.

2/ Les spreads EMBI correspondent à la valeur maximale de la dernière période de trois mois..

Le cadre de viabilité de la dette indique que le risque de besoin de liquidité à court terme est faible.

Notation des risques et points faibles

Le risque de surendettement extérieur reste modéré. Toutefois, le portefeuille de la dette extérieure reste vulnérable à un choc négatif sur la croissance du PIB, les recettes d'exportations, le taux change de l'euro par rapport au dollar US et les passifs conditionnels.

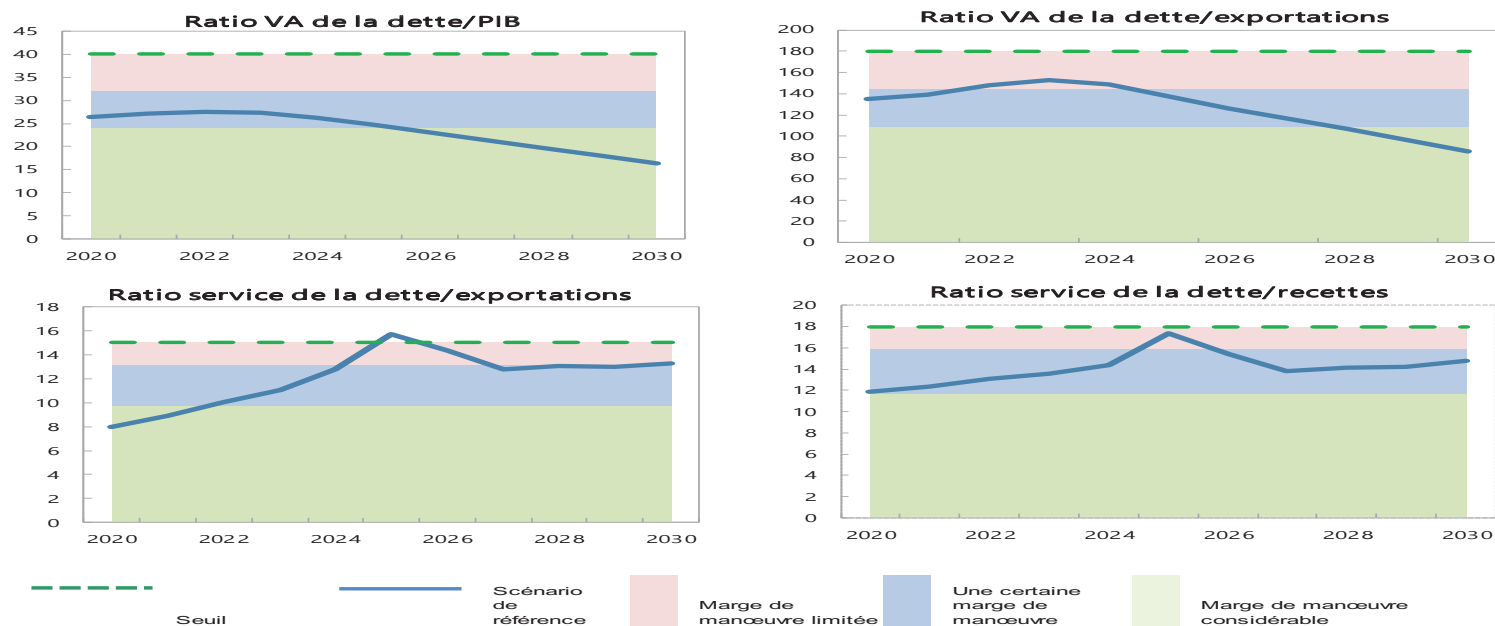
Le risque de surendettement global demeure également modéré. Toutefois, le portefeuille de la dette publique totale reste vulnérable à un choc sur le taux de croissance économique et les passifs conditionnels.

Le nouveau Cadre de Viabilité de la Dette des Pays à Faible Revenu nécessite que les utilisateurs caractérisent le degré de vulnérabilité de la dette dans les pays notés à risque modéré de surendettement externe. La solidité de la situation de la dette d'un pays à risque modéré de surendettement est déterminée par la « marge » dont il dispose pour absorber des chocs sans être rétrogradé à une notation de risque élevé de surendettement.

Le CVD indique qu'il n'y a aucune marge d'absorption des chocs pour la Côte d'Ivoire⁷. En effet, la survenue d'un choc médian notamment sur les recettes budgétaires entraînerait une rétrogradation dans la catégorie de risque élevé de surendettement.

Graphique 5 : Catégorie de risque modéré

Graphique 5. Côte d'Ivoire: qualification de la catégorie de risque modéré 2020-2030 1/



Sources : autorités nationales; estimations et projections des services.

1/ Pour les seuils des ratios VA de la dette/PIB et VA de la dette/exportations, x est égal à 20 % et y à 40 %. Pour les seuils des ratios service de la dette/exportations et service de la dette/recettes, x est égal à 12 % et y à 35 %.

⁷ Voir graphique 5

Compte tenu des contraintes liées aux marges d'absorption des chocs, il est fortement recommandé de concentrer les efforts sur l'amélioration des ratios de liquidité. L'Etat devrait continuer :

- **de relancer la production des biens et services pour contrer les effets de la COVID-19 ;**
- **de négocier les meilleures conditions de financement tout en privilégiant les financements semi-concessionnels au détriment des financements commerciaux ;**
- **de privilégier les projets d'investissement dont la rentabilité élevée est avérée à l'aide d'outils de gestion de risque budgétaire ;**
- **la mise en œuvre des réformes visant à réduire le déficit primaire, notamment en augmentant les recettes budgétaires ;**
- **de suivre les projets prévus dans le cadre du Programme des Investissements Publics et du plan d'emprunt annuel ;**

En vue d'augmenter la capacité d'endettement de la Côte d'Ivoire et de passer de la catégorie moyenne à élevée, il serait primordial :

- **d'améliorer le score du CPIA ;**
- **d'inciter tous les pays membres de l'UEMOA à améliorer la couverture des réserves de change en mois d'importation de biens et services.**

En outre, le Gouvernement devrait continuer la mise en œuvre effective des réformes budgétaires et l'amélioration de l'environnement des affaires ainsi que l'optimisation du recouvrement des recettes fiscales en vue d'assurer la transformation structurelle de l'économie et atteindre l'objectif d'une croissance économique forte, soutenue et inclusive. A cet effet, certaines mesures importantes doivent être prises : (i) maintenir la stabilité du cadre macroéconomique; (ii) poursuivre la mise en œuvre des mesures visant la réduction des délais de passation de marché ; (iii) créer un environnement des affaires propice à travers la lutte contre la corruption et la promotion de la bonne gouvernance en vue de renforcer la confiance du secteur privé et susciter un accroissement des investissements privés; (iv) accroître les recettes d'exportations par des mesures visant à assurer une meilleure compétitivité de l'économie ivoirienne; (v) poursuivre la modernisation des régies financières, les réformes fiscales, la révision des exonérations, l'élargissement de l'assiette fiscale aux petites et moyennes entreprises et la fiscalisation progressive du secteur informel ; (vi) instituer un identifiant unique des entreprises ; (vii) achever et assurer la mise en œuvre effective du Compte Unique du Trésor (CUT), pour une meilleure gestion de la trésorerie de l'Etat; (viii) promouvoir les IDE et renforcer leurs traçabilités, afin de mieux apprécier leur impact sur la croissance économique et la viabilité de la dette ; (ix) poursuivre le géo référencement des immobilisations et des ressources naturelles du pays ; (x) renforcer le bureau d'informations sur le crédit ; (xi) constituer des valeurs marchandes à partir de la fiabilisation de la gestion du foncier ; (xii) mettre en œuvre les mesure visant à améliorer la capacité d'absorption des financements et à prévenir les risques liés aux PPP.

En ce qui concerne la gestion de la dette publique, il importe que les financements relatifs aux investissements publics et autres besoins de l'Etat s'opèrent dans le cadre de la Stratégie de Gestion de la dette à Moyen Terme (SDMT). Aussi, le Gouvernement devra-t-il veiller à annexer la Stratégie de gestion de la Dette à Moyen Terme 2019-2023 au Budget. Cette stratégie mise en cohérence avec la présente AVD, devrait assurer la maîtrise des coûts et risques relatifs aux nouveaux financements. Dans le cas de nouvelles émissions d'Eurobonds, l'Etat devra accorder une primauté aux émissions en euro et assurer la couverture du risque de change pour les émissions en dollar par un swap en Euro/USD. En outre, un accent particulier sur la communication financière renforcerait le positionnement du Trésor Public auprès des investisseurs et partenaires financiers.

Tableaux et graphiques annexes

	Effectif			Projections								Moyenne 8/	
	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2030	2040	Scénario	Projections
Dette extérieure (nominale) 1/	16,4	24,2	27,1	28,4	30,1	30,5	30,1	28,7	27,0	17,8	4,3	23,2	25,6
<i>dont : contractée ou garantie par l'État (CGE)</i>	<i>16,4</i>	<i>24,2</i>	<i>27,1</i>	<i>28,4</i>	<i>30,1</i>	<i>30,5</i>	<i>30,1</i>	<i>28,7</i>	<i>27,0</i>	<i>17,8</i>	<i>4,3</i>	<i>23,2</i>	<i>25,6</i>
Variation de la dette extérieure	1,6	7,8	2,9	1,3	1,6	0,5	-0,4	-1,4	-1,7	-1,8	-0,8		
Flux générateurs d'endettement net identifiés	-0,5	-0,5	0,3	0,4	-1,0	-0,8	-0,6	-0,7	-0,8	-0,4	-0,1	-3,2	-0,6
Déficit extérieur courant hors intérêts	1,1	1,8	0,8	1,2	0,4	0,8	1,0	0,8	0,6	0,8	0,9	-1,0	0,8
Déficit de la balance des biens et services	-2,0	-0,4	-44,0	-37,9	-37,5	-35,9	-34,7	-34,1	-34,7	-37,5	-47,3	-8,7	-36,0
Exportations	24,9	22,2	23,0	19,6	19,6	18,6	17,9	17,6	18,0	19,1	23,9		
Importations	23,0	21,8	-21,0	-18,3	-17,8	-17,2	-16,8	-16,5	-16,7	-18,4	-23,4		
Transferts courants nets (négatifs = entrées)	0,8	0,9	0,9	0,5	0,6	0,7	0,7	0,7	0,6	0,5	0,4	1,2	0,6
<i>dont : officiels</i>	-0,9	-1,0	-0,5	-0,5	-0,4	-0,3	-0,3	-0,3	-0,3	-0,2	-0,1		
Autres flux extérieurs courants (négatifs= entrées nettes)	2,2	1,3	44,0	38,6	37,3	35,9	35,0	34,3	34,7	37,7	47,9	6,5	36,2
IDE nets (négatifs = entrées)	-1,3	-1,3	-1,0	-0,7	-0,7	-0,7	-0,7	-0,7	-0,7	-0,8	-0,8	-1,2	-0,7
Dynamique endogène de la dette 2/	-0,4	-1,0	0,5	-0,1	-0,8	-0,9	-0,9	-0,8	-0,7	-0,4	-0,1		
Contribution du taux d'intérêt nominal	0,7	0,7	0,9	0,8	0,9	0,9	0,9	0,9	0,9	0,7	0,2		
Contribution de la croissance du PIB réel	-1,0	-1,0	-1,6	-0,9	-1,6	-1,9	-1,8	-1,7	-1,6	-1,1	-0,2		
Contribution des variations de prix et de taux de change	0,0	-0,8	1,2	...	...	...	...	...	...	...	...		
Résiduel 3/	2,1	8,3	2,6	0,9	2,7	1,3	0,2	-0,8	-0,8	-1,4	-0,8	1,1	-0,2
<i>dont : financement exceptionnel</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		
Indicateurs de viabilité													
VA de la dette extérieure CGE/PIB	...	...	24,8	26,4	27,2	27,6	27,3	26,2	24,7	16,4	4,1		
VA de la dette extérieure CGE/exportations	...	...	107,6	134,9	138,7	147,9	152,5	148,4	137,2	85,9	17,1		
Ratio service de la dette CGE/exportations	7,8	8,5	9,0	8,0	8,9	10,1	11,0	12,7	15,7	13,3	3,8		
Ratio service de la dette CGE/recettes	13,7	13,4	14,7	11,9	12,4	13,1	13,5	14,4	17,4	14,7	5,1		
Total des besoins de financement bruts (milliards de dollars EU)	0,9	1,4	1,1	1,3	1,0	1,5	1,9	2,0	2,5	3,3	2,2		
Principales hypothèses macroéconomiques													
Croissance du PIB réel (en pourcentage)	7,4	6,8	6,9	3,6	6,4	6,7	6,5	6,1	6,1	6,1	5,1	13,9	6,0
Déflateur du PIB en dollars EU (variation en pourcentage)	0,2	4,9	-4,7	3,7	3,1	1,3	1,0	0,9	0,9	1,1	1,2	-1,8	1,4
Taux d'intérêt effectif (pourcentage) 4/	4,9	5,0	3,8	3,1	3,3	3,3	3,2	3,3	3,4	4,0	3,7	3,5	3,5
Croissance des exportations de biens & services (\$, en %)	9,0	-0,2	5,6	-8,7	9,8	2,8	3,3	5,4	9,4	8,8	8,9	1,1	5,8
Croissance des importations de biens & services (\$, en %)	10,5	6,3	-198,0	-6,1	6,7	4,2	4,8	5,1	8,6	9,4	9,1	-16,7	6,3
Élément don des nouveaux emprunts du secteur public (en %)	...	...	...	24,3	16,8	18,0	15,6	15,6	14,4	16,7	13,1	...	16,5
Recettes publiques (hors dons, en pourcentage du PIB)	14,2	14,1	14,2	13,1	14,1	14,4	14,6	15,6	16,3	17,2	17,9	15,5	15,8
Flux d'aide (en milliards de dollars) 5/	0,5	0,4	0,5	1,2	1,0	1,0	0,8	0,6	0,4	0,5	0,5		
Financement équivalent don (en pourcentage du PIB) 6/	...	...	...	2,1	1,6	1,5	1,3	0,9	0,6	0,5	0,2	...	1,0
Financement équivalent don (en % du financement extérieur) 6/	...	...	...	36,2	30,0	33,5	35,6	36,3	25,1	31,9	56,5	...	31,8
PIB nominal (milliards de dollars EU)	52	58	59	63	69	75	81	86	92	130	247		
Croissance du PIB nominal en dollars	7,5	12,0	1,8	7,4	9,7	8,1	7,6	7,1	7,0	7,2	6,4	9,5	7,5
Pour mémoire :													
VA de la dette extérieure 7/	...	...	24,8	26,4	27,2	27,6	27,3	26,2	24,7	16,4	4,1		
En pourcentage des exportations	...	...	107,6	134,9	138,7	147,9	152,5	148,4	137,2	85,9	17,1		
Ratio service de la dette/exportations	7,8	8,5	9,0	8,0	8,9	10,1	11,0	12,7	15,7	13,3	3,8		
VA de la dette extérieure CGE (milliards de dollars EU)	...	...	14,6	16,7	18,8	20,6	22,0	22,6	22,8	21,4	10,1		
(VAt - VAt-1)/PIBt-1 (en pourcentage)	...	...	...	3,6	3,4	2,6	1,8	0,7	0,3	-0,5	-0,5		
Déficit extérieur courant hors intérêts stabilisant le ratio d'endettement	-0,5	-6,0	-2,0	-0,1	-1,2	0,3	1,5	2,3	2,3	2,6	1,8		

Sources : autorités nationales; estimations et projections des services.

1/ Comprend à la fois la dette extérieure des secteurs public et privé.

2/ Égale à $[r - g - p(1+g)] / (1+g + p+g p)$ fois le ratio d'endettement de la période précédente, où r = taux d'intérêt nominal; g = taux de croissance du PIB réel, et p = taux de croissance du déflateur du PIB en \$EU.

3/ Inclut le financement exceptionnel (c'est-à-dire les variations des arriérés et l'allègement de la dette); les variations des avoirs extérieurs bruts et les ajustements de valeur. Pour les projections, comprend en outre la contribution des variations de prix et de taux d

4/ Charges d'intérêt de l'exercice en cours divisées par le stock de la dette de la période précédente.

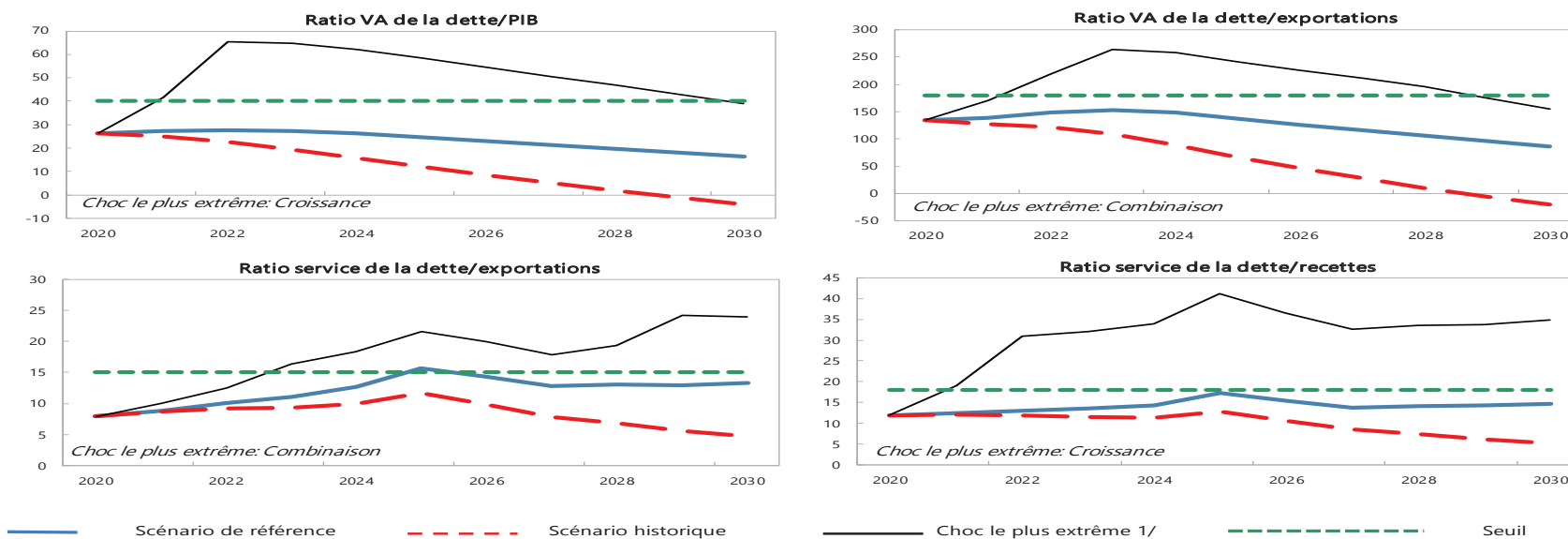
5/ Il s'agit des dons, des prêts concessionnels et de l'allègement de la dette.

6/ Le financement équivalent don inclut les dons accordés à l'État directement et sous la forme des nouveaux emprunts (différence entre la valeur faciale et la VA de la nouvelle dette).

7/ On suppose que la VA de la dette du secteur privé est équivalente à sa valeur faciale.

8/ Les moyennes historiques et les écarts types sont généralement calculés sur les 10 dernières années, pour autant que les données soient disponibles.

Graphique 1. Cote d'Ivoire: Indicateurs de la dette extérieure contractée ou garantie par l'État selon divers scénarios, 2020-2030



Graphique 2. Cote d'Ivoire: Indicateurs d'endettement public selon divers scénarios 2020-2030

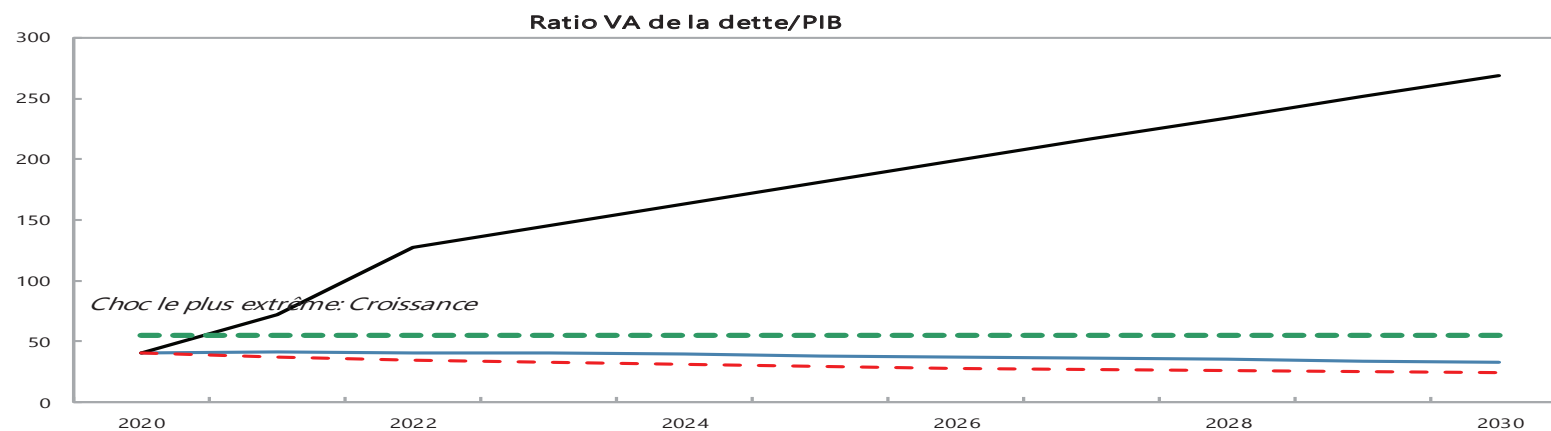


Tableau 3. Cote d'Ivoire: Analyse de sensibilité des principaux indicateurs de dette extérieure contractée ou garantie par l'État, 2020-2030
(en pourcentage)

	Projections 1/										
	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030
Ratio VA de la dette/PIB											
Scénario de référence	27	28	28	28	26	25	23	22	20	18	17
A. Scénarios de rechange											
A1.Principales variables à leur moyenne historique en 2020-2030 2/	27	25	23	20	16	12	9	5	2	-1	-4
B. Tests paramétrés											
B1. Croissance du PIB réel	27	43	67	66	63	59	55	51	47	43	39
B2. Solde primaire	27	28	29	28	27	25	24	22	21	19	17
B3. Exportations	27	31	35	34	33	31	29	27	25	23	21
B4. Autres flux 3/	27	29	30	30	28	27	25	23	22	20	18
B5. Dépréciation	27	35	41	41	39	37	34	32	30	27	25
B6. Combinaison de B1-B5	27	39	66	65	62	59	56	53	49	45	40
C. Tests Adaptés											
C1. Passifs éventuels combinés	27	30	30	30	29	28	27	25	24	22	20
C2. Catastrophes naturelles	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.
C3. Prix des produits de base	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.
C4. Financement de marché	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.
Seuil	40	40	40	40	40	40	40	40	40	40	40
Ratio VA de la dette/exportations											
Scénario de référence	133	137	146	150	146	135	124	115	105	95	85
A. Scénarios de rechange											
A1.Principales variables à leur moyenne historique en 2020-2030 2/	133	125	119	106	88	66	47	28	10	-5	-20
B. Tests paramétrés											
B1. Croissance du PIB réel	133	137	146	150	146	135	124	115	105	95	85
B2. Solde primaire	133	138	148	152	149	138	128	118	108	98	88
B3. Exportations	133	173	222	228	223	208	193	179	165	148	131
B4. Autres flux 3/	133	142	157	161	157	146	135	125	114	103	91
B5. Dépréciation	133	137	170	174	170	158	147	136	126	113	100
B6. Combinaison de B1-B5	133	168	216	260	255	238	223	209	194	173	153
C. Tests Adaptés											
C1. Passifs éventuels combinés	133	147	157	164	162	153	143	134	124	114	104
C2. Catastrophes naturelles	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.
C3. Prix des produits de base	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.
C4. Financement de marché	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.
Seuil	180	180	180	180	180	180	180	180	180	180	180
Ratio service de la dette/exportations											
Scénario de référence	8	9	10	11	12	15,4	14	13	13	13	13
A. Scénarios de rechange											
A1.Principales variables à leur moyenne historique en 2020-2030 2/	8	8	9	9	10	11	10	8	7	6	5
B. Tests paramétrés											
B1. Croissance du PIB réel	8	9	10	11	12	15	14	13	13	13	13
B2. Solde primaire	8	9	10	11	13	15	14	13	13	13	13
B3. Exportations	8	10	13	15	17	21	19	17	19	20	20
B4. Autres flux 3/	8	9	10	11	13	16	15	13	14	14	14
B5. Dépréciation	8	9	10	12	13	16	15	13	14	15	15
B6. Combinaison de B1-B5	8	10	12	16	18	21	20	18	19	24	24
C. Tests Adaptés											
C1. Passifs éventuels combinés	8	9	10	11	13	16	15	13	13	13	14
C2. Catastrophes naturelles	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.
C3. Prix des produits de base	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.
C4. Financement de marché	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.
Seuil	15	15	15	15	15	15	15	15	15	15	15
Ratio service de la dette/recettes											
Scénario de référence	12	12	13	14	15	17,44	16	14	14	14	15
A. Scénarios de rechange											
A1.Principales variables à leur moyenne historique en 2020-2030 2/	12	12	12	11	11	13	11	9	8	6	5
B. Tests paramétrés											
B1. Croissance du PIB réel	12	19	31	32	34	41	37	33	34	34	35
B2. Solde primaire	12	13	13	14	15	18	16	14	15	15	15
B3. Exportations	12	13	14	15	16	19	17	15	17	18	19
B4. Autres flux 3/	12	13	14	14	15	18	16	14	15	16	16
B5. Dépréciation	12	16	17	19	20	23	21	19	19	22	22
B6. Combinaison de B1-B5	12	16	22	27	28	32	29	26	28	36	36
C. Tests Adaptés											
C1. Passifs éventuels combinés	12	13	14	14	15	18	16	15	15	15	16
C2. Catastrophes naturelles	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.
C3. Prix des produits de base	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.
C4. Financement de marché	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.
Seuil	18	18	18	18	18	18	18	18	18	18	18

Sources : autorités nationales; estimations et projections des services.

1/ Une valeur en gras indique un dépassement du seuil.

2/ Les variables comprennent la croissance du PIB réel, celle du déflateur du PIB (en \$EU), le solde extérieur courant hors intérêts en pourcentage du PIB et les flux non générateurs d'endettement.

3/ Y compris les transferts officiels et privés, ainsi que les IDE.

Tableau 4. Côte d'Ivoire: Analyse de sensibilité des principaux indicateurs d'endettement public 2020-2030

	Projections 1/										
	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030
Ratio VA de la dette/PIB											
Scénario de référence	42	42	41	41	40	38	37	36	35	34	33
A. Scénarios de rechange											
A1.Principales variables à leur moyenne historique en 2020-2030 2/	42	39	36	34	32	30	29	28	27	26	25
B. Tests paramétrés											
B1. Croissance du PIB réel	42	72	128	145	162	179	197	214	231	248	265
B2. Solde primaire	42	43	43	42	41	40	38	37	36	35	34
B3. Exportations	42	45	47	46	45	44	42	41	40	39	37
B4. Autres flux 3/	42	43	43	43	42	40	39	38	37	36	35
B5. Dépréciation	42	48	46	44	41	39	37	34	32	30	28
B6. Combinaison de B1-B5	42	46	51	54	55	55	56	57	57	57	58
C. Tests Adaptés											
C1. Passifs éventuels combinés	42	49	48	47	46	44	43	42	41	40	39
C2. Catastrophes naturelles	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.
C3. Prix des produits de base	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.
C4. Financement de marché	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.
Repère dette publique TOTALE	55	55	55	55	55	55	55	55	55	55	55
Ratio VA de la dette/recettes 2/											
Scénario de référence	291	283	272	264	244	232	216	209	203	196	191
A. Scénarios de rechange											
A1.Principales variables à leur moyenne historique en 2020-2030 2/	291	259	238	222	199	185	169	161	154	148	142
B. Tests paramétrés											
B1. Croissance du PIB réel	291	472	783	878	952	1 059	1 116	1 210	1 303	1 394	1 481
B2. Solde primaire	291	288	280	272	251	239	223	215	209	202	196
B3. Exportations	291	300	311	302	279	265	247	239	231	221	212
B4. Autres flux 3/	291	291	286	278	257	244	227	220	212	205	198
B5. Dépréciation	291	325	302	286	256	236	213	199	186	174	162
B6. Combinaison de B1-B5	291	307	331	343	334	334	325	327	328	328	328
C. Tests Adaptés											
C1. Passifs éventuels combinés	291	329	315	306	283	269	250	242	235	228	221
C2. Catastrophes naturelles	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.
C3. Prix des produits de base	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.
C4. Financement de marché	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.
Ratio service de la dette/recettes 2/											
Scénario de référence	32	31	42	35	38	42	39	37	39	40	42
A. Scénarios de rechange											
A1.Principales variables à leur moyenne historique en 2020-2030 2/	32	29	37	28	30	31	30	28	29	29	30
B. Tests paramétrés											
B1. Croissance du PIB réel	32	47	101	105	142	183	198	215	242	267	292
B2. Solde primaire	32	31	43	36	40	44	41	38	40	42	43
B3. Exportations	32	31	43	36	40	43	40	38	41	44	46
B4. Autres flux 3/	32	31	43	35	39	42	40	38	40	42	43
B5. Dépréciation	32	31	44	37	41	45	42	39	40	41	43
B6. Combinaison de B1-B5	32	34	51	42	49	58	59	62	67	72	78
C. Tests Adaptés											
C1. Passifs éventuels combinés	32	31	47	45	48	53	45	44	45	46	47
C2. Catastrophes naturelles	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.
C3. Prix des produits de base	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.
C4. Financement de marché	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.

Sources : autorités nationales; estimations et projections des services.

1/ Une valeur en gras indique un dépassement du repère.

2/ Les variables comprennent la croissance du PIB réel, celle du déflateur du PIB (en \$EU), le solde extérieur courant hors intérêts en pourcentage du PIB et les flux non générateurs d'endettement.

3/ Y compris les transferts officiels et privés, ainsi que les IDE.

Acronymes

AVD	Analyse de Viabilité de la Dette
BCEAO	Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest
BOAD	Banque Ouest Africaine de Développement
C2D	Contrat de Désendettement et de Développement
CNDP	Comité National de la Dette Publique
CVD	Cadre de Viabilité de la Dette
CNY	Yuan Chinois
EPIN	Evaluation des Politiques et Institutions Nationales
Dollar E. U	Dollar des Etats-Unis
FCFA	Franc de la Communauté Financière d'Afrique
FEC	Facilite Elargie de Crédit
FMI	Fonds Monétaire International
IDE	Investissements Directs Etrangers
OT	Obligation du Trésor
PIB	Produit Intérieur Brut
PND	Plan National de Développement
Initiative PPTE	Initiative en faveur des Pays Pauvres Très Endettés

SD	Service de la dette
SDMT	Stratégie de gestion de la Dette à Moyen Terme
TVA	Taxe sur la Valeur Ajoutée
VA	Valeur Actuelle